

GROUPEMENT DE CABINETS

REPUBLIQUE DU SENEGAL
A.R.M.P

Autorité de Régulation
des Marchés Publics

CABINET BEMF/For Africa

(EXPERTISE PASSATION DES MARCHES PUBLICS)

Sis au Point E (Rue de THIES x DIOURBEL)

DAKAR.

Tel : 00 (221) 33.824.49.13

E-mail : bemfall@yahoo.fr

BP: 1176/R.P.

CABINET G.T.I

(EXPERTISE COMPTABLE)

Sis à V.D.N x Liberté 6 Extension

N°88-Cité J.C.L. DAKAR

Tel : 00 (221) 33.867.56.55

E-mail : gti_expertises@hotmail.com

B.P: 21711 Dakar Ponty

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE
LA PASSATION DES MARCHES DES AUTORITES
CONTRACTANTES AU TITRE DE LA GESTION 2011**

(GROUPE IV)

RAPPORT DEFINITIF

**DE L'HOPITAL LIEUTENANT-COLONEL MAMADOU
DIOUF DE SAINT LOUIS**

MAI 2013

SOMMAIRE

0 - ABREVIATIONS ET SIGLES

CHAPITRE I - RESUME EXECUTIF DE LA MISSION

1.1.- DEROULEMENT DE LA MISSION

1.1.1 - Contexte

1.1.2 - Modalités d'intervention

1.1.2.1- Audit des procédures de passation

1.1.2.2- Audit de l'exécution physique

1.1.2.3- Support informatique

1.2 - CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

1.3 CONSTATS D'AUDIT

1.3.1- Echantillons

1.3.2- Constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

1.3.3- Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés

1.3.4- Constats spécifiques relatifs à l'exécution financière

1.4 SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

CHAPITRE II - DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2.1- RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE (T.D.R)

2.2- METHODOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE

2.3- DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT

2.3.1- Audit des procédures de passation des marchés

2.3.2- Audit de l'exécution financière des marchés

2.3.3 – Audit de l'exécution technique des marchés

2.4- CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT

2.4.1- Echantillon pour l'audit des procédures de passation

2.4.1.1- Mesures correctives de Raffinement de l'échantillon

2.4.1.2- Description de l'échantillon finalement retenu

2.4.2- Echantillon pour l'audit technique

2.4.2.1- Principes directeurs de l'échantillonnage

2.4.2.2- Marchés finalement retenus à l'audit technique

CHAPITRE III - AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

3.1- RAPPELS SOMMAIRES

3.1.1- Réglementation en vigueur

3.1.2- Principes découlant de la réglementation

3.1.3- Procédures appliquées par l'Autorité Contractante

3.2- CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

3.2.1- Responsabilisation des M.O et des M.O.D

3.2.1.1 Modalités de fonctionnement de la C.P.M

3.2.1.2- Capacités organisationnelles de mise en concurrence

3.2.2- Exercice des Contrôles

3.2.2.1- Rappels succincts

3.2.2.2- Modalités d'exercice des contrôles

3.2.2.3- Fonctionnement de la C.M

3.2.2.4- Rôle du contrôleur financier

3.2.3- Quid de le Régulation ?

CHAPITRE IV - AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

4.1- CONSTATS GENERAUX SUR LA MISSION

4.1.1- Constats de carence documentaire

4.1.1.1- Carence documentaire concernant la passation des marchés

4.1.1.2- Carence documentaire concernant l'exécution financière

4.1.2- Identification de fractionnements potentiels

4.1.2.1- Rappels succincts de la réglementation

4.1.2.2- Evaluation des fractionnements décelés

4.2- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

4.2.1- DOSSIERS D'APPELS D'OFFRES (D.A.O)

4.2.1.1- Rappels succincts

4.2.1.2- Constats spécifiques

4.2.1.3- Commentaires spécifiques

4.2.2- AVIS D'APPELS D'OFFRES (A.A.O)

4.2.2.1- Rappels succincts

4.2.2.2- Constats spécifiques

4.2.2.3- Commentaires spécifiques

4.2.3- RECEPTION ET OUVERTURE DES PLIS

4.2.3.1- Rappels succincts

4.2.3.2- Constats spécifiques

4.2.3.3- Commentaires spécifiques

4.2.4- EVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DES MARCHES

4.2.4.1- Rappels succincts

4.2.4.2- Constats spécifiques relatifs à l'évaluation

4.2.4.3- Commentaires spécifiques relatifs à l'évaluation

4.2.4.4- Constats spécifiques relatifs à l'attribution

4.2.4.5- Commentaires spécifiques relatifs à l'attribution

4.2.5- CAS PARTICULIERS DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE

4.2.5.1- Rappels succincts

4.2.5.2- Constats spécifiques

4.2.5.3- Commentaires spécifiques

4.2.6- DELAIS DE PASSATION DES MARCHES

4.2.6.1- Rappels succincts de la réglementation

4.2.6.2- Constats spécifiques concernant les délais de passation

4.3- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE

4.3.1- Analyse de la consistance des travaux d'audit financier

4.3.1.1-Concernant les engagements

4.3.1.2- Concernant le contrôle et la certification du Service fait

4.3.1.3- Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses

4.3.1.4- Limites identifiées de l'audit d'exécution financière

4.3.2- Constats sur l'audit de l'exécution financière

4.3.2.1- Concernant la production et la gestion des garanties contractuelles

4.3.2.2- Concernant les procédures d'engagement, de liquidation et de mandatement des dépenses

4.3.2.3- Concernant les modalités de réception et de paiements des prestations contractuelles

4.4- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

4.4.1- Concernant les travaux routiers

4.4.2- Concernant les constructions de bâtiments et autres travaux de génie civil

4.4.3- Concernant les travaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement

4.4.4- Concernant les travaux dans le secteur pétrolier et maritime

4.4.5- Concernant les fournitures diverses et les études

CHAPITRE V - RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

5.1- RECOMMANDATIONS GENERALES

5.1.1- Recommandations relatives au système d'archivage

5.1.2- Recommandations relatives aux rapports d'experts indépendants

5.1.3- Recommandations concernant les missions de contrôle a posteriori

5.2- RECOMMANDATIONS SPECIFIQUES

5.2.1- Concernant le fractionnement

5.2.2- Concernant la gestion du processus de passation des marchés

5.2.3- Concernant la gestion et le contrôle des marchés par Entente Directe

5.2.4- Concernant l'attribution des marchés

CHAPITRE VI - DOCUMENTS ANNEXES (MARCHES AUDITES / POINTS DE VERIFICATION)

0 – LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

AOO	Appel d’Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNQCE	Commission Nationale de Qualification et de Classification des Entreprises de BTP
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d’Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAGE	Direction de l’Administration Générale et de l’Equipeement
DAO	Dossier d’Appel d’Offres
DASP	Direction d’Appui au Secteur Privé
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Proposition
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l’Economie et des Finances
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
RAPEV	Rapport d’Evaluation
TTC	Toutes Taxes Comprises
HTT	Hors Toutes Taxes
DDP	Droits de Douanes Payés
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

CHAPITRE I - RESUME EXECUTIF DE LA MISSION

- - **DEROULEMENT DE LA MISSION**

1.1.1 - Contexte

L'ARMP, en conformité avec le Code des Marchés Publics (dans sa récente version) découlant des directives de l'UEMOA, commande, chaque année, des Audits (ou revues a posteriori) menés de façon indépendante par des Cabinets Spécialisés en vue de vérifier la régularité des procédures appliquées par les Autorités Contractantes en matière de passation des marchés publics.

Ainsi, des échantillonnages aléatoires sont effectués par les Cabinets d'Audit sur les marchés de type et de nature différents et selon chaque mode de passation.

Il s'y ajoute que Cet Audit de la gestion 2011 doit capitaliser sur les acquis et les enseignements tirés des Audits annuels précédents (**depuis l'exercice 2008**). Il faudra, désormais, prendre en compte certains aspects névralgiques constatés auprès de certaines structures spécifiques telles que :

- **Les Etablissements Hospitaliers** qui commandent des matériels biomédicaux dont les caractéristiques se révèlent très complexes et les fournitures très sensibles (au plan quantitatif et qualitatif) à l'exemple de la P.N.A (qui a finalement entraîné des impératifs de réaménagement du code des Marchés Publics).
- **Les Agences d'exécution et les structures d'infrastructures**, par exemples, qui nécessitent plus de visibilité **dans les taux d'exécution technique** de leurs prestations (Pourcentage de travaux réalisés **Versus** taux de paiement effectué). Ce qui impose, désormais, la présence dans les missions d'Audit d'Ingénieurs Spécialisés (en Génie Civil, en Génie Rural, en Infrastructures Hydro-Agricoles, etc). Il s'y ajoute qu'en cas de nécessité, pour mieux apprécier, la pertinence des choix des marchés et des fournisseurs ou autres prestataires, la mission d'Audit doit se doter de ressources humaines spécifiques pour des domaines particuliers dénommés « **Experts domaines** ».

Le consultant compte, pour l'audit 2011, apporter une **valeur ajoutée substantielle** que l'on peut résumer sommairement comme suit :

- **Une diversification satisfaisante des marchés** à auditer, en fonction de leur nature, de leur mode de passation ou de leur caractère dérogatoire ou non sur la base d'un échantillon très représentatif.
- **Des observations pertinentes corrélées à des recommandations pointues** (accompagnées de leurs modalités de mise en œuvre) à l'issue **d'une démarche innovante**, à savoir :
 - **Les rapports spécifiques d'ingénieurs spécialisés** notamment dans des marchés de travaux, d'équipements spéciaux (**Agronomes, Vétérinaires, Informaticiens, Biomédicaux, Pharmaciens, etc.**)
 - **Les contributions techniques substantielles** d'experts de « domaines » ciblés et identifiés lors de la mission proprement dite face à des Autorités Contractantes à activités spécifiques ou sectorielles telles que : **les hôpitaux et structures médicales, les projets d'agriculture et d'hydraulique, les projets de routes et d'infrastructures diverses.**

Les experts choisis pour cette tâche seront **des spécialistes de très haut niveau** dans leurs domaines de compétences respectives à quoi S'ajoutent des **compétences complémentaires avérées en matière de passation des marchés**

1.1.2- Modalités d'intervention

1.1.2.1- Audit des procédures de passation

Tous les marchés retenus, dans le cadre de la présente revue, ont fait l'objet de vérifications détaillées sur la base des canevas fournis dans les TDR. Les points de vérification concernent toutes les étapes de la procédure de passation des marchés publics **(allant de l'avis d'appel d'offres ou lettre de consultation pour AOR ou DRP jusqu'à l'attribution définitive).**

Des points de contrôle supplémentaires ont été ajoutés, en cas de besoin, à l'initiative justifiée du consultant afin de déceler tous les points de non-conformités au code. La revue de conformité a porté **sur un échantillon assez représentatif (en conformité avec les exigences des TDR)**, composé de :

. **AOO** (07 marchés sur 07 sont examinés soit : **100,00 %**)

. **ED** (01 marché sur 01 est examiné soit : **100, 00 %**)

. **DRP** (03 marchés sur 03 sont examinés soit : **100,00 %**)

1.1.2.2- Audit de l'exécution physique

SANS OBJET

1.1.2.3- Support informatique

Tous les travaux de revue sont **consignés électroniquement sur des clés USB** comprenant pour chaque marché audité :

. Une fiche de description narrative de l'ensemble de la procédure de passation (**en WORD**)

. Un canevas des points de vérification des différentes étapes de la procédure de passation (**en WORD**)

. Une fiche synoptique qui fait la synthèse de la procédure de passation (**sur EXCEL**)

Par ailleurs, il faut noter que le cabinet a utilisé des **logiciels appropriés** pour **une meilleure qualité de ses analyses** concernant les tableaux et graphiques des échantillonnages effectués (**voir ci-après !**).

La valeur ajoutée qui en découle est que des commentaires sont faits sur la qualité des taux de couverture des marchés examinés, d'une part et d'autre part sur la qualité de la représentativité de l'échantillon pris globalement et par mode de passation.

1.2 - CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

L'HOPITAL LIEUTENANT-COLONEL MAMADOU DIOUF DE SAINT LOUIS s'est conformé, dès l'avènement du nouveau code des marchés publics (**en 2007**), en mettant en place tous ses organes de passation des marchés, à savoir :

. Commission des Marchés et Cellule de Passation des Marchés (**conformément aux termes de l'article 35 du code**)

1.3- CONSTATS D'AUDIT

- – Echantillonnage

L'échantillonnage des marchés à auditer s'est strictement basé sur les principes édictés dans les TDR de la mission , ce qui a donné **le tableau ci-après largement commenté dans le chapitre 2 à venir** et comprenant des graphiques assez illustratifs des taux de couverture atteints pour les marchés , objet de la présente revue.

Modes de passation	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente REVUE		Taux de couverture en %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'Offres Ouvert (AOO)	7	279.549.494	7	279.549.494	100,00	100,00
Appel d'Offres Restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Entente directe	1	19.192.384	1	19.192.384	100,00	100,00
DRP	3	31.544.540	3	31.544.540	100,00	100,00
TOTAL	11	330.286.418	11	330.286.418		

1.3.2- Constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

Pour l'année 2011, l'Hôpital de Saint Louis a lancé sept (07) appels d'offres ouverts, quelques uns lancés en plusieurs lots. Tous ces appels d'offres ont été passés selon les procédures de passation des marchés tels que définies par le code des marchés publics.

Ces appels d'offres, ont été inscrits au **PPM s/n° HLCMD/SL de la gestion 2011 du 03/06/11** qui a fait l'objet d'un PPM révisé selon un additif en date du **07/07/2011**. **L'AGPM** est publié dans le journal le Soleil du **22/11/2010**.

1.3.3- Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés

Après évaluation des offres techniques, la commission a proposé comme **attributaire provisoire le candidat GIE FOUTA TORO pour le lot 1 relatif au marché de nettoyage de l'hôpital de St Louis. Mais il ya eu un recours de la part du candidat non retenu SGSN et qui se résume comme suit :**

- **Lettre n° 051/SGSN que la SGSN a adressée à Mme la Directrice de l'hôpital portant recours sur un marché de nettoyage de l'hôpital de St Louis.** En effet, Le GIE FOUTA TORO a été retenu par la commission de dépouillement interne lors de sa séance d'ouverture des plis, sous réserve de fournir dans les 15 jours, l'arrêté d'agrément délivré par le Ministère de la Santé publique l'autorisant à exercer des travaux de nettoyage et d'entretien en hygiène domestique et publique pour compléter son dossier. Ne disposant pas de cet arrêté, le GIE a déposé en lieu et place, une attestation de dépôt de demande d'autorisation d'effectuer des travaux de ce genre. Il en ressort que cette pièce ne peut, en aucune façon, remplacer l'arrêté d'agrément du ministère. Il a été constaté, également, la publication dans le soleil du 26/04/11 de l'avis d'attribution provisoire au GIE FOUTA TORO alors que la DCMP n'a pas émis son avis de non objection, conformément à l'article 81 alinéa 2 du décret n°2007-545 du 25/04/2007 portant code des marchés publics. Par ailleurs, le représentant du Contrôleur Financier régulièrement convoqué ne s'est pas présenté lors des séances d'ouverture et d'attribution des offres.
- **L'ensemble des manquements signalés ci-dessus est suffisamment substantiel pour invalider la procédure de passation de ce marché.**

1.3.4 - Constats spécifiques relatifs à l'exécution financière**RAS****1.4 -- SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION****1.4.1 - Concernant la préparation des dossiers d'appels d'offres**

L'Hôpital de Saint Louis semble avoir fait un PPM de régularisation (ce qu'il faut absolument éviter de faire ! parce qu'interdit par le code) du fait qu'il a été manifestement noté que la date de publication de l'AGPM (22/11/2010) est antérieur à celle du PPM initial (03/06/2011).

1.4.2 - Concernant les aspects liés à l'exécution financière des marchés**RAS**

CHAPITRE II - DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2.1- RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE (T.D.R)

a)Rappel des Objectifs de la Mission

L'ARMP, en conformité avec le Code des Marchés Publics (dans sa récente version) découlant des directives de l'UEMOA, commande, chaque année, des Audits (ou revues à posteriori) menés de façon indépendante par des Cabinets Spécialisés en vue de vérifier la régularité des procédures appliquées par les Autorités Contractantes en matière de passation des marchés publics.

Ainsi, des échantillonnages aléatoires sont effectués par les Cabinets d'Audit sur les marchés de type et de nature différents et selon chaque mode de passation.

b) La Conception des Services (Problèmes à résoudre)

Au-delà des vérifications récurrentes sur les causes d'anomalies et de non-conformités décelées habituellement sur les procédures de passation des marchés, il est désormais, impérieux **de comprendre et d'expliquer**, à l'issue des missions d'Audit, ce qui suit :

- Les longs délais observés et dénoncés par toutes les A.C sur le processus de contrôle à priori effectué par la DCMP sur les marchés atteignant les seuils de contrôle.
- Le nombre important des D.R.P (en montant et en volume) malgré les observations relevées par les Audits précédents notamment sur les aspects liés au fractionnement, à la Collusion des Prestataires et au renchérissement relatif des prix des marchés. A quoi, s'ajoutent les abus relatifs aux défauts de publicité, de transparence, d'informations et d'équité dans la procédure de candidature.
- Les causes (justifiées ou non justifiées) des marchés par Entente Directe avec l'apparition récente (dans la dernière version du code) de la **notion d'urgence simple** face à celle ancienne **d'urgence impérieuse**.

En plus, il est devenu urgent de s'interroger sur la question de savoir si, **en matière de sécurité et sécurité-défense**, les motifs évoqués doivent-ils relever davantage de l'A.C

(Présidence, Forces Armées, Intérieur) ou de la nature de la commande (Confidentialité ou relevant de la sécurité nationale) ou des deux à la fois.

2.2- METHODOLOGIE DE MISE EN OEUVRE

Le Consultant, en vue de l'atteinte des objectifs spécifiques de la mission, va adopter une démarche innovante afin de résoudre les problèmes nouvellement identifiés dans les missions d'Audit. Ainsi, la méthodologie va s'articuler comme suit :

a) Prise de contacts, dès signature du Contrat et réception des lettres d'introduction signées par l'ARMP, avec les P.R.M des A.C du Groupe concerné grâce à l'accompagnement et à la facilitation de l'Expert de l'ARMP désigné à cet effet.

b) Calage des Réunions de prises de contacts de la mission auprès de chaque A.C et finalisation d'un Chronogramme précis des activités sur la base du Plan de travail inclus dans le présent rapport.

c) Dépôt à J+10 du rapport préliminaire d'orientation méthodologique de la mission de l'ARMP qui fera l'objet d'une validation par le client.

d) Recherche documentaire et investigations diverses auprès des A.C afin de recueillir, de façon exhaustive, les données nécessaires au déroulement de la mission (**ces données devant être confrontées avec celles obtenues auprès de la DCMP et du Portail des Marchés Publics**). Il s'agit de :

- Plans de Passation des Marchés (de la 1^{ère} à la dernière version existante) pour chaque A.C ainsi que les copies des AGPM.
- Les Etats d'exécution budgétaire.
- Les Balances auxiliaires des Comptes fournisseurs.
- Les Extraits de grands livres.
- Les Arrêtés (ou Décisions) de Nomination des Membres de la C.P.M et de la C.M pour l'année à Auditer (2011).
- La charte d'Ethique et de transparence **signée dûment** par les membres de la C.P.M et de la C.M (Exercice 2011).
- Le système (et les locaux) d'archivage et de classement des contrats et marchés.
- L'organigramme de la structure, de l'A.C.

2.3- DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT

2.3.1- Audit des procédures de passation des marchés

Vérification d'Amont en Aval de la conformité et de la régularité de l'ensemble des procédures de passation pour les Marchés définitivement retenus sur l'échantillon pour chaque A.C.

Cette étape passe, nécessairement par **l'utilisation stricte des tableaux-types inclus dans les TDR (Annexes 2 à 8)** que le **consultant prévoit d'améliorer, au besoin qualitativement**, notamment en ajoutant **des points de vérification additionnels**, comme suit :

EXEMPLES, à titre d'illustration (**que le Consultant compte introduire en plus**).

EXEMPLE 1- ANNEXE 2 : A.O.O

Les points de vérification **additionnels à prévoir** seraient :

- L'A.O.O est National ou International ?
- L'A.O.O est-il sans pré-qualification, avec pré-qualification ou en 2 étapes ?

EXEMPLE 2- ANNEXE 3 : A.O.R

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- Description de la Procédure d'autorisation de l'A.O.R par la DCMP ?
- Les motifs évoqués : Urgence simple ? Urgence Impérieuse ?

EXEMPLE 3- ANNEXE 4 : PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- Le choix de la méthode de sélection est-il judicieux ?
- Le score minimum et le système de pondération sont-ils objectifs ?

EXEMPLE 4- ANNEXE 5 : D.R.P

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- Le degré de probabilité des cas de **collusion et surtout leur récurrence par rapport à l'année N-1**
- Les cas de simulacre de concurrence (Montants des devis ou factures « Pro-forma» en progression arithmétique / géométrique pour la couverture d'un attributaire choisi d'avance).

EXEMPLE 5- ANNEXE 6 : ENTENTE DIRECTE

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- Les Rapports annuels requis pour les Marchés par E.D sont-ils faits régulièrement ?
- La mesure du taux de régression des marchés passés par E.D
- Les marchés par E.D comportent-ils systématiquement la clause de vérification à posteriori des prix de revient du titulaire.
- Le degré d'amélioration des motifs de rejet ou d'acceptation par la DCMP pour les marchés E.D (soumis à leur autorisation), si l'on tient compte des nécessités de justifications formulées en fonction de la nature des A.C

EXEMPLE 6- ANNEXE 7 : QUALITE, TRANSPARENCE ET EFFICACITE DES OPERATIONS DE PASSATION DES MARCHES.

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- L'identification du nombre de révisions des PPM
- Les justifications des révisions de PPM (du fait d'ajustements budgétaires, de nouveaux financements, de changement de modes de passation imposé ou non par la DCMP).

EXEMPLE 7- ANNEXE 8 : ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- Les vérifications de signature ou non de la charte d'éthique et de transparence par les membres de la CPM et de la CM.
- Le respect ou non des délais règlementaires de convocation des Membres de la C.M.
- La régularité des Procès Verbaux élaborés par la C.M
- La remise systématique des P.V d'ouverture des plis aux Candidats à titre d'informations.
- **Identification des facteurs récurrents de non-conformité** au Code des Marchés Publics, des anomalies majeures constatées, **en tenant compte de la nature de la présente mission et de son degré d'encadrement** ainsi que **des recommandations issues des Audits précédents mais non respectées (notamment par comparaison avec l'exercice N-1)** avec une démarche d'établissement de données statistiques

pertinentes (analyse comparative ou différentielle selon l'approche descriptive). **Cela favorisera une meilleure reformulation des nouvelles recommandations de la mission et d'en tirer des éléments substantiels de formation continue et de renforcement des capacités des Acteurs de la commande publique.**

- **Elaboration de rapports individuels pour chaque Autorité Contractante** en mettant en exergue (conformément aux normes d'Audit international) ce qui suit :
 - **Une opinion sur les procédures de passation** consécutivement à une appréciation globale (y/c note chiffrée) indiquant les violations éventuelles à la réglementation, les anomalies et points de non-conformité identifiées sur les procédures de passation et d'exécution des marchés.
 - **Les recommandations pertinentes** pour le futur, dans une logique de :
Zéro recours, zéro plainte, zéro anomalie ou non - conformité au code.

L'ensemble des recommandations sera formulé comme suit :

- Indications claires et précises notamment sur **les marchés où ont été décelés des indices de fraudes ou de corruption** (exploitables par l'ARMP, la Cour des comptes ou l'I.G.E en cas de nécessité).
- Déclinaisons possibles en modules ou thèmes de formation en faveur des acteurs de la commande publique dans les P.G.F à venir !
- **Organisation de séances de restitution**, au niveau de chaque Autorité Contractante concernée, des rapports provisoires en vue de recueillir des réponses sur les non-conformités et observations diverses émises par les auditeurs de la mission.
- **Elaboration de rapports individuels (versions définitives)** pour chaque Autorité Contractante **avec prise en compte des réponses formulées dans les délais impartis par les A.C concernées sur les rapports provisoires** (avec version électronique et nombre d'exemplaires papiers requis, conformément aux TDR).

2.3.2- Audit de l'exécution financière des marchés

Cette disposition prise dans la présente mission d'Audit permet de mieux maîtriser les aspects de contrôle ci-après :

- La matérialité des dépenses effectuées (Etat d'avancement réel versus décomptes et factures payées aux titulaires).
- L'état réel des prestations (travaux, équipements, fournitures ou services) en conformité avec les prix, les caractéristiques, le cahier des charges, les prescriptions techniques, etc.

- La régularité des P.V de réception provisoire, réception partielle, réception technique, réception définitive face aux contraintes des spécifications techniques, des délais requis et des normes spécifiées.
- Les éléments justificatifs (au plan technique et financier) des avenants ou marchés complémentaires, des ordres de services divers émis par les Autorités Contractantes.

2.3.3 – Audit de l'exécution technique des marchés

Concernant cet **Audit d'exécution physique**, l'innovation par rapport aux Audits précédents, c'est d'intégrer dans la mission, des experts spécifiquement orientés au sujet, à savoir :

- **Des ingénieurs de spécialités** avec des profils pointus à identifier sur la base de l'échantillonnage des marchés et de la nature des Autorités Contractantes.
- **Des experts « domaines »** avec des profils spécifiquement adaptés (**identifiés à posteriori**) tenant compte du niveau de complexité des marchés retenus à l'échantillon.

L'Audit d'exécution physique va insister davantage sur certains marchés de travaux en développant, au besoin, **grâce aux ingénieurs**

Génie civil ou d'autres spécialités à préciser, de véritables rapports d'expertises précisant :

- La conformité physique des dits travaux aux P.V (de réception provisoire ou définitive) dûment élaborés et signés par les Autorités Contractantes.
- La régularité des documents existants confrontés aux constats physiques.
- L'existence et l'état de fonctionnement des ouvrages ou équipements divers.
- La cohérence des quantités prévues versus réalisées et l'adéquation des prix unitaires pratiqués versus les prix du marché concerné.
- La mise à jour ou non des malfaçons, réserves ou anomalies relevées dans les P.V de réception (provisoire, partielle ou définitive).
- Le contrôle systématique des prix de revient dans le cas de marché par entente directe conformément au code.

2.4- CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT

2.4.1- Echantillon pour l'audit des procédures de passation

Réalisation d'un échantillon significatif de marchés à auditer conformément aux TDR avec **des taux de couverture minimum en nombre ou en montant**, définis comme suit (**conformément aux TDR**) :

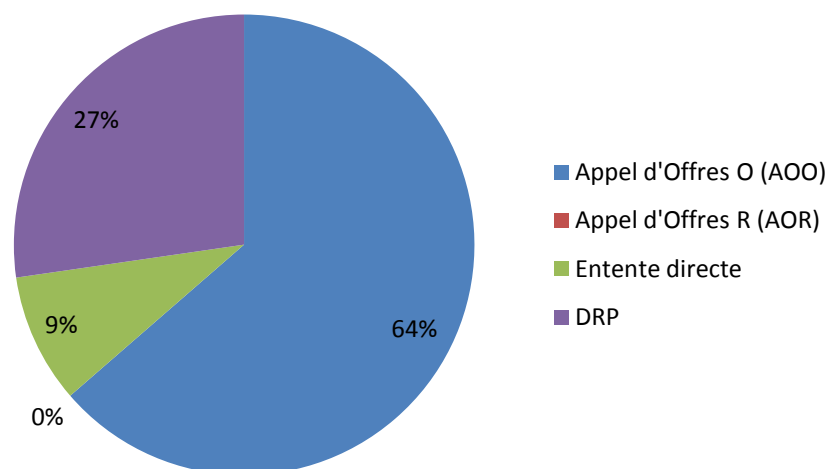
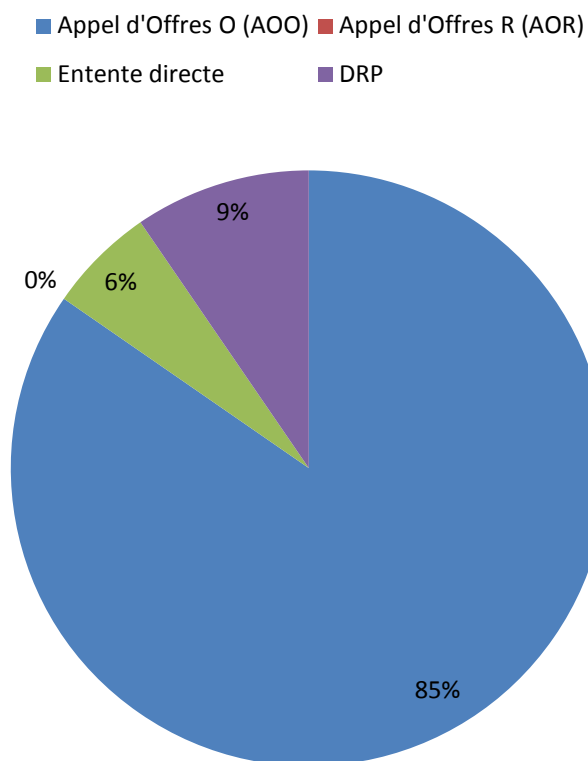
- a) Marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (à l'exclusion des marchés par E.D)..... : **15%.**
- b) Marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des Marchés (à l'exclusion des Marchés par E.D)..... : **25%**
- c) Demandes de Renseignements et de Prix (D.R.P) exprimées soit en Volumes ou en
- d) Montants.....: **25%**
- e) Marchés passés par Entente Directe et A.O.R..... : **100%**

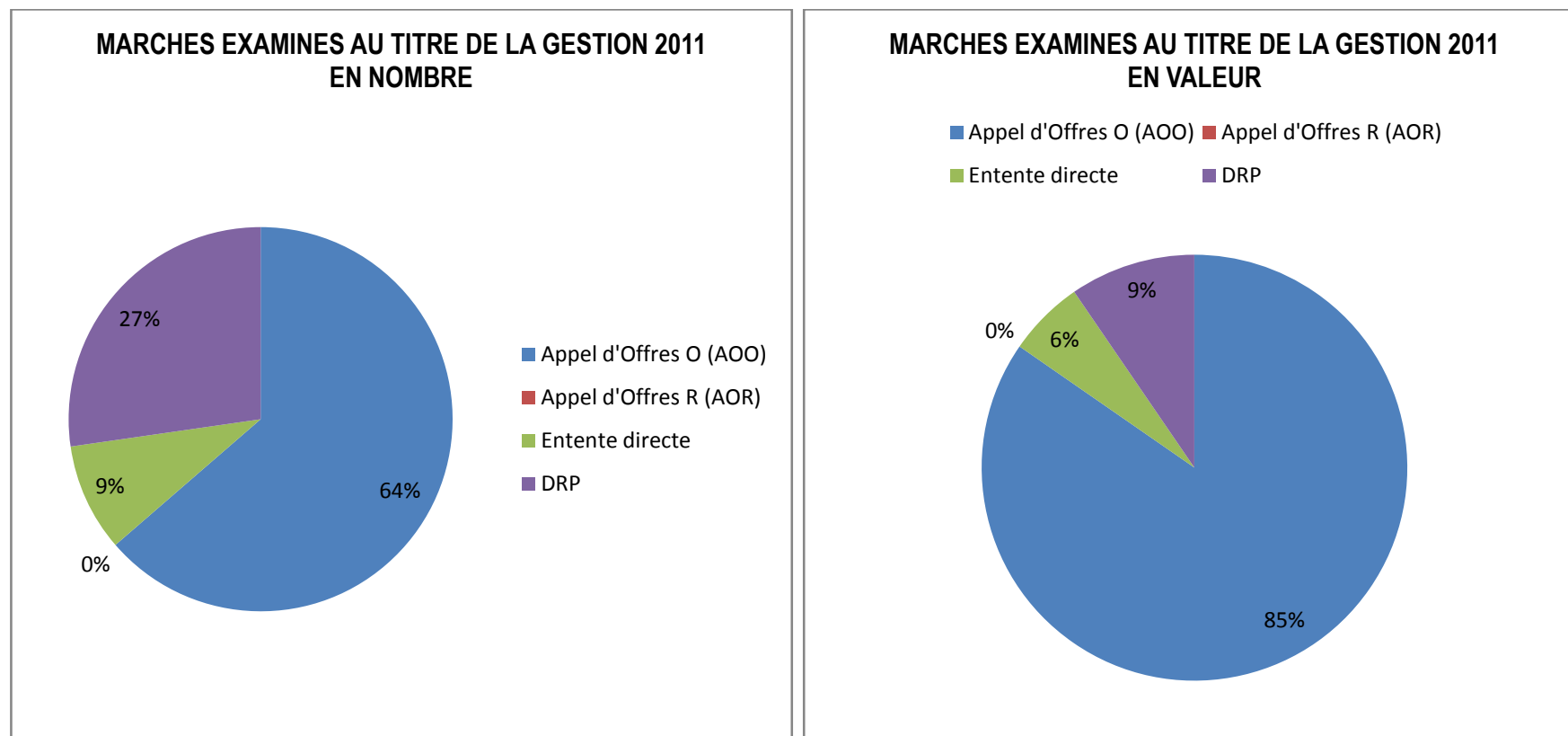
2.4.1.1- Mesures correctives de Raffinement de l'échantillon

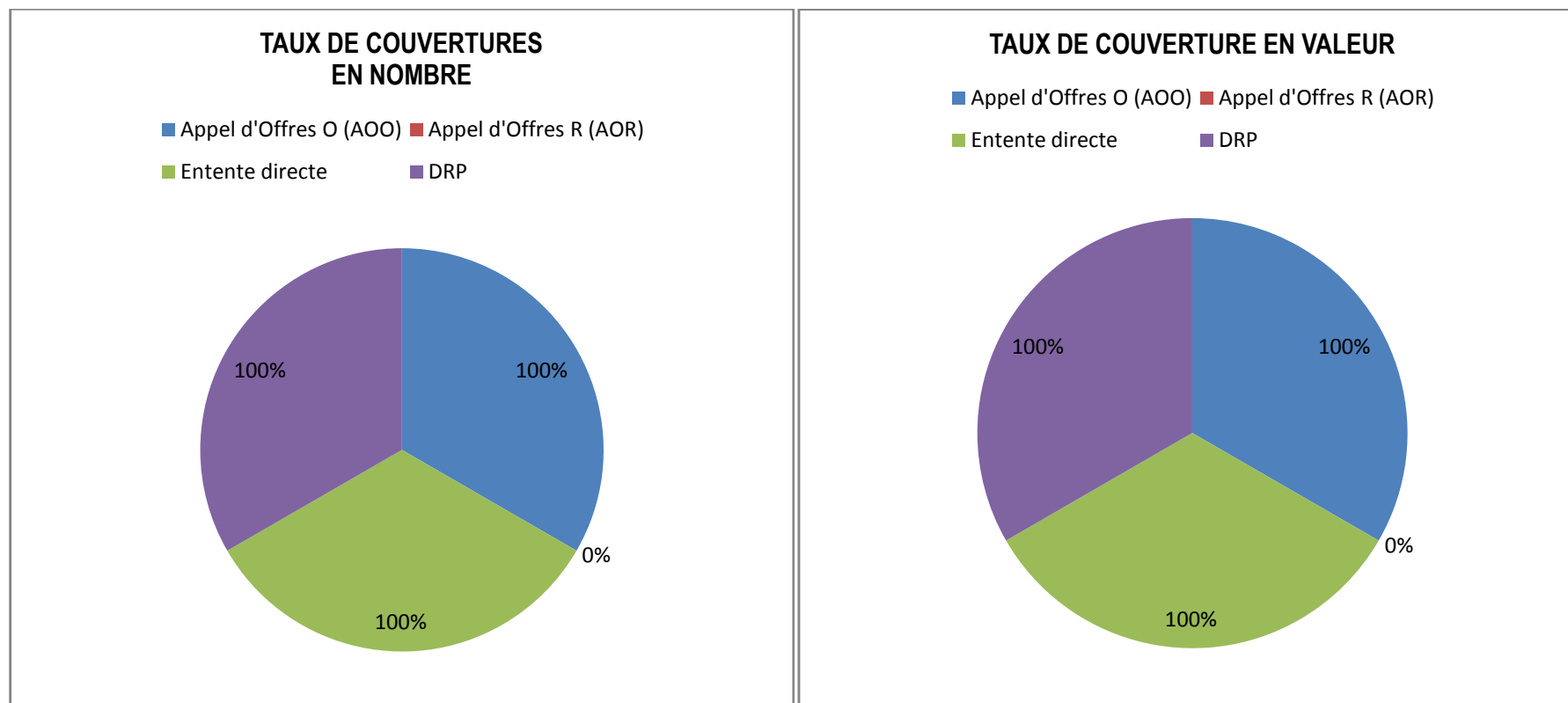
- Chaque Catégorie de marché (évoqué : a, b, c et d) doit comporter un nombre minimum de 10. Sinon, l'ensemble des marchés ≤ 10 sera audité.
- Chaque sous-population (par catégorie de marché) sera diversifiée tenant compte, à la fois :
 - **du mode de passation** : A.O.O, A.O.R, A.O avec Pré qualification, A.O en 2 étapes, A.O avec Concours, A.O.N, A.O.I.
 - **de la nature des marchés** : Travaux, Fournitures et Services Courants, Prestations Intellectuelles

2.4.1.2- Description de l'échantillon finalement retenu

Modes de passation	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente REVUE		Taux de couverture en %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'Offres Ouvert (AOO)	7	279.549.494	7	279.549.494	100,00	100,00
Appel d'Offres Restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Entente directe	1	19.192.384	1	19.192.384	100,00	100,00
DRP	3	31.544.540	3	31.544.540	100,00	100,00
TOTAL	11	330.286.418	11	330.286.418		

CARTOGRAHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR**MARCHES PASSES AU TITRE DE LA GESTION 2011 EN NOMBRE****MARCHES PASSES AU TITRE DE LA GESTION 2011 EN VALEUR**

CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR

DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

L'analyse descriptive de l'échantillon retenu, permet, sur la base du tableau et des graphiques ci-dessus, de confirmer ce qui suit :

. **Le taux de couverture des marchés examinés dans la présente revue**, s'est manifesté comme suit :

- . **A.O.O** (100% en nombre et 100% en valeur face aux taux prévus dans les TDR,)
- . **D.R.P** (100% en nombre et 100% en valeur face aux taux prévus dans les TDR,)
- . **E.D** (100 % en nombre et 100 % en valeur)

. **Le taux moyen pondéré relatif de chaque mode de passation par rapport au volume global des marchés passés**, est calculé comme suit :

- . **A.O.O** (64% en nombre et 85% en valeur)
- . **D.R.P** (27% en nombre et 09% en valeur)
- . **E.D** (09% en nombre et 06% en valeur)

(Voir les graphiques ci-dessus qui se révèlent assez illustratifs de l'analyse ci-après) :

Cet échantillonnage a fait l'objet de **TABLEAUX SYNTHETIQUES** qui ont été élaborés pour chaque marché retenu dans l'échantillon défini ci-dessus, en fonction des modes de passation : A.O.O, A.O.R, E.D, D.R.P (**voir le chapitre VI : DOCUMENTS ANNEXES !**). Ces tableaux visualisent, de façon synoptique, les différents points de vérification retenus à l'audit, avec les appréciations spécifiques à chaque étape de la procédure ainsi que l'appréciation globale pour chaque marché audité!

2.4.2- Echantillon pour l'audit technique

2.4.2.1- Principes directeurs de l'échantillonnage

Réalisation d'un second échantillonnage de marchés destinés à l'audit d'exécution physique et qui porte sur **25% des marchés en cours d'exécution ou déjà réalisés durant la gestion concernée et en particulier avec le ciblage des marchés litigieux et de ceux passés par entente directe**.

2.4.2.2- Marchés finalement retenus à l'audit technique

SANS OBJET

CHAPITRE III - AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

3.1- RAPPELS SOMMAIRES

3.1.1- Réglementation en vigueur

L'audit des marchés publics est une disposition impérative du code des marchés publics découlant spécifiquement de l'article 144 du chapitre 3 (**contrôle externe et a posteriori**).

A ce titre, il est judicieux de rappeler **les seuils de passation et de contrôle des marchés** (par nature : travaux, fournitures et services, prestations intellectuelles) applicables à **L'HOPITAL LIEUTENANT-COLONEL MAMADOU DIOUF DE SAINT LOUIS**, d'une part et **les seuils d'approbation des marchés par les autorités compétentes de L'HOPITAL LIEUTENANT-COLONEL MAMADOU DIOUF DE SAINT LOUIS**, d'autre part.

Il s'y ajoute que **L'HOPITAL LIEUTENANT-COLONEL MAMADOU DIOUF DE SAINT LOUIS** est assujéti aux termes de **l'article 53.1 du code** et aux arrêtés ministériels d'application évoqués ci-après (**n°:11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES en application des articles 138, 111 ET 112 du CODE DES MARCHES PUBLICS**)

3.1.2- Principes découlant de la réglementation

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A L'HOPITAL LIEUTENANT-COLONEL MAMADOU DIOUF DE SAINT LOUIS EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DUMINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTILES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS .

Types de marché	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	25	250	100	800	≥ 60	≥ 35
Fournitures et Services	15	150	40	400	≥ 30	≥ 25
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	≥ 35

3.1.3- Procédures appliquées par l'Autorité Contractante

L'hôpital est un Etablissement Public de Santé ; à ce titre, les conditions d'approbation de ses Marchés s'établissent comme suit :

Seuils d'approbation	Autorité d'approbation
Montant du marché est inférieur à 50.000.000 F CFA	Directeur de l'Hôpital
Montant du marché est supérieur ou égal à 50.000.000 F CFA et inférieur à 150.000.000 F CFA	Président du Conseil d'Administration
Montant du marché est supérieur ou égal à 150.000.000 F CFA	Ministre de l'Economie et des Finances

3.2- CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

3.2.1- Responsabilisation des M.O et des M.O.D

SANS OBJET

3.2.1.1 Modalités de fonctionnement de la C.P.M

RAS

3.2.1.2- Capacités organisationnelles de mise en concurrence

a) COMMISSION DES MARCHES

Décision portant création d'une **Commission des Marchés n° 01230/CHRLCMD/SL/SAF du 03/10/10 de l'EPSH/LCMD/SL** pour l'exercice budgétaire 2011. La C.M est constituée comme suit :

1/ Président : Monsieur Amadou Moustapha BADJI, Chef du service administratif et financier

2/ Rapporteur : Monsieur Doudou NDIAYE de la C. P.M

3/ Membres :

. Economat (**Titulaire :** Mr Ababacar FALL ; **Suppléant :** Mme Khady Fall PAYE)

. Pharmacie (**Titulaire :** Mr Amadou SAM ; **Suppléant :** Dr Oumarou Foly DIALLO)

.Maintenance (**Titulaire :** Mr Mody DIARRA ; **Suppléant :** Mr Papa Demba DIALLO)

.Approvisionnement (**Titulaire** : Mr Babacar Fall DIOP ; **Suppléant** : Mr Magaye SYLLA)

.Hygiène et sécurité (**Titulaire** : Mr Mamadou Ibrahima NDIAYE ; **Suppléant** : Mr Mamadou Gueye NDIAYE)

.Représentant tutelle (**Titulaire** : Mme Fatou DIOUF ; **Suppléant** : Mr Cheikh Ahmet Tidiane DIOP)

.Représentant contrôleur d'Etat (**Titulaire** : Mr Doudou NDIAYE ; **Suppléant** : Mr Valdiodio NDIAYE)

b) La Cellule de Passation des Marchés

Décision portant création d'une **Cellule de passation des Marchés n° 01231/CHRLCMD/SL/SAF du 03/10/10 de l'EPSH/LCMD/SL** pour l'exercice budgétaire 2011.

Coordonnateur :

Mr Doudou DIOUF, rapporteur Commission des marchés

Membres :

Mme Marème GUEYE, contrôleur de gestion

Mr Papa Ahmed FALL, agent comptable particulier

Mr Sidy Mohamed SALL, CD biomédicale/STM

C) CHARTE DE TRANSPARENCE ET D'ETHIQUE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES

Attestation de prise de connaissance des dispositifs de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés Publics à l'attention de Mr MAMADOU IBRAHIMA NDIAYE du 04/11/10.

Attestation de prise de connaissance des dispositifs de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés Publics à l'attention de M. PAPA DEMBA DIALLO du 04/11/10.

Attestation de prise de connaissance des dispositifs de la Charte de Transparence et d’Ethique en matière de Marchés Publics à l’attention de M. MAMADOU GUEYE NDIAYE du 05/11/10.

Attestation de prise de connaissance des dispositifs de la Charte de Transparence et d’Ethique en matière de Marchés Publics à l’attention de M. BABACAR FALL DIOP du 05/11/10.

Attestation de prise de connaissance des dispositifs de la Charte de Transparence et d’Ethique en matière de Marchés Publics à l’attention de M. MAGAYE SYLLA du 08/11/10.

Attestation de prise de connaissance des dispositifs de la Charte de Transparence et d’Ethique en matière de Marchés Publics à l’attention de M. AMADOU MOUSTAPHA BADJI du 10/11/10

Attestation de prise de connaissance des dispositifs de la Charte de Transparence et d’Ethique en matière de Marchés Publics à l’attention de M. AMADOU SAM du 11/11/10

Attestation de prise de connaissance des dispositifs de la Charte de Transparence et d’Ethique en matière de Marchés Publics à l’attention de M. DOUDOU DIOUF du 03/12/10

Attestation de prise de connaissance des dispositifs de la Charte de Transparence et d’Ethique en matière de Marchés Publics à l’attention de M. ABABACAR FALL du 06/12/10

Attestation de prise de connaissance des dispositifs de la Charte de Transparence et d’Ethique en matière de Marchés Publics à l’attention de Mme KHADY FALL PAYE du 06/12/10

Attestation de prise de connaissance des dispositifs de la Charte de Transparence et d’Ethique en matière de Marchés Publics à l’attention de M. OUSMANE FOLY DIALLO du 15/12/10

Attestation de prise de connaissance des dispositifs de la Charte de Transparence et d’Ethique en matière de Marchés Publics à l’attention de M. MODY DIARRA du 10/01/11

Attestation de prise de connaissance des dispositifs de la Charte de Transparence et d’Ethique en matière de Marchés Publics à l’attention de Mme SARR DIOUF FATOU NIANG du 25/01/11

Attestation de prise de connaissance des dispositifs de la Charte de Transparence et d’Ethique en matière de Marchés Publics à l’attention de M. CHEIKH AMADOU TIDIANE DIOP du 04/02/11

Attestation de prise de connaissance des dispositifs de la Charte de Transparence et d’Ethique en matière de Marchés Publics à l’attention de M. PAPA AHMED FALL du 14/02/11

Attestation de prise de connaissance des dispositifs de la Charte de Transparence et d’Ethique en matière de Marchés Publics à l’attention de MME MAREME GUEYE du 16/02/11

Attestation de prise de connaissance des dispositifs de la Charte de Transparence et d’Ethique en matière de Marchés Publics à l’attention de M. SIDY MOHAMED SALL du 17/02/11

Les différentes attestations de prise de connaissance de ces dispositions ont été transmises à l’ARMP et à la DCMF.

d) PLAN DE PASSATION DES MARCHES

Plan de Passation des marchés s/n° HLCMD/SL du 03/06/11 du Centre Régional Lieutenant Colonel Mamadou Diouf de Saint Louis pour la Gestion 2011, à quoi il faut ajouter un Additif au PPM s/n°HLCMD/SL du 07/07/2011.

e)AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L’Avis Général de Passation des Marchés gestion 2011 publié au journal Le Soleil du 22/11/2010.

3.2.2- Exercice des Contrôles

3.2.2.1- Rappels succincts

Le contrôle des marchés publics, conformément **aux articles 139 à 144 inclus du code**, est assuré :

- . Par la DCMF qui est chargée du contrôle a priori de la passation des marchés
- . Par les organes de contrôle interne qui effectuent un contrôle a posteriori à l’initiative de chaque autorité contractante
- . Par l’ARMP qui effectue un contrôle a posteriori au titre des missions annuelles de revue de conformité des procédures de passation des marchés publics, conformément à ses prérogatives institutionnelles.

3.2.2.2- Modalités d'exercice des contrôles

L'article 140 du code précise bien que la DCMP assure un contrôle a priori à toutes les étapes de la procédure de passation des marchés et en fonction des seuils arrêtés par les arrêtés du Premier Ministre et du Ministre chargé de l'Economie et des Finances.

3.2.2.3- Fonctionnement de la C.P.M

RAS

3.2.2.4- Rôle du contrôleur financier

SANS OBJET

3.2.3- Quid de la Régulation ?

Durant la gestion 2011, l'hôpital a enregistré, dans sa passation de marchés, certains recours et réclamations de la part de candidats dont les offres n'avaient pas été retenues par la Commission des Marchés. Il s'agit de **Recours contentieux décrits comme suit :**

. **Lettre n° 051/SGSN** que la SGSN a adressée à Mme la Directrice de l'hôpital un recours en matière de passation du marché de nettoyage de l'hôpital de St Louis, le GIE FOUTA TORO a été retenu par la commission de dépouillement interne lors de sa séance d'ouverture des plis, sous réserve de fournir dans les 15 jours, l'arrêté d'agrément délivré par le Ministère de la Santé publique l'autorisant à exercer des travaux de nettoyage et d'entretien en hygiène domestique et publiques pour compléter son dossier. N'étant pas en possession de cet arrêté, le GIE a déposé en lieu et place, une attestation de dépôt de demande d'autorisation d'effectuer des travaux de ce genre. Il en ressort que cette pièce ne peut, en aucune façon, remplacer l'arrêté d'agrément du Ministère.

Il a été aussi constaté que la publication dans le soleil du 26/04/11 de l'avis d'attribution provisoire au GIE FOUTA TORO alors que la DCMP n'a pas émis son avis d'abord conformément à l'article 81 alinéa 2 du décret n°2007.545 du 25/04/2007 portant code des marchés publics.

. **Lettre n°0175/CHRLCMD/SL/SAF du 10/05/11** que l'hôpital a adressée à GIE FOUTA TORO, SGSN ET DCMP portant examen du recours introduit par la SGSN : sur la base de ces observations, la commission remet en cause la proposition d'attribution provisoire du lot1

en faveur de GIE FOUTA TORO et décide conformément aux articles 35.3 et 37.1 de la section I du DAO portant instructions aux candidats, **d'attribuer finalement le marché à la SGSN qui a été le 2^e moins disant et qui a produit l'arrêté d'agrément en bonne et due forme.**

. **Lettre n°0197/MEF/DCMP/SRPSL du 25/05/11** que la DCMP a adressée à l'hôpital portant avis sur le recours introduit par le GIE FOUTA TORO suite à l'attribution provisoire du dit marché. Ainsi, la DCMP demande de lui transmettre le dossier d'appel d'offres, le PV d'ouverture des plis, le rapport d'évaluation des offres ainsi que les offres des deux candidats accompagnées de toutes les pièces requises.

. **Lettre n° 0209/ CHRLCMD/SL/CM du 31/05/11** que la commission des marchés a adressée à la DCMP pour transmission de l'ensemble des dossiers demandés ci-dessus.

. **Lettre n° 0237/MEF/DCMP/SRPSL du 03/06/11** que la DCMP a adressée à l'hôpital pour recommandation relative au recours portant sur l'attribution provisoire du marché. En conclusion de tout ce qui précède, la DCMP recommande de ne pas retenir l'offre de GIE FOUTA TORO au motif qu'il a complété les pièces administratives manquantes bien après l'expiration du délai qui lui avait été accordé, **et consécutivement à cet effet, d'attribuer le lot 1 du marché en cause, objet du recours, au candidat SGSN.**

CHAPITRE IV - AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

4.1- CONSTATS GENERAUX SUR LA MISSION

4.1.1- Constats de carence documentaire

4.1.1.1- Carence documentaire concernant la passation des marchés

Globalement nous n'avons pas constaté au cours de notre revue de carence documentaire notable.

4.1.1.2- Carence documentaire concernant l'exécution financière

R.A.S

4.1.2- Identification de fractionnements potentiels

Aucun fractionnement n'a été décelé durant la gestion 2011.

4.1.2.1- Rappels succincts de la réglementation

Les autorités contractantes ne peuvent, en aucun cas, fractionner les dépenses ou sous-estimer la valeur des marchés de façon à les soustraire aux règles qui leur sont normalement applicables, conformément aux termes de **l'article 54 du code**.

4.1.2.2- Evaluation des fractionnements décelés

RAS

4.2- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

4.2.1- Dossiers d'appels à candidature (D.A.C)

4.2.1.1- Rappels succincts

Les D.A.C doivent être élaborés, selon la procédure choisie, de façon à contenir la totalité des pièces et documents nécessaires à la consultation et à l'information des candidats, conformément aux termes de l'article 58 du code.

4.2.1.2- Constats spécifiques

a) APPEL D'OFFRES relatif à la Fourniture de « matériels et produits d'entretien et d'hygiène (lot 1) et de « sachets en plastique (lot 3) »

A l'ouverture des plis, **trois (03) offres ont été reçues** des candidats suivants :

- **Pour le lot n° 1 : matériels et produits d'entretien et d'hygiène**

1/ GIE BALLY avec un montant de :	14.533.108 FCFA/TTC
2/ ETS F. HACHEM avec un montant de :	14.702.033 FCFA/TTC
3/ ECOPRES avec un montant de :	18.086.695 FCFA/TTC

- **Pour le lot n° 3 : sachets en plastique**

1/ GIE BALLY avec un montant de :	944.000 FCFA/TTC
2/ ETS F. HACHEM avec un montant de :	1.888.000 FCFA/TTC
3/ ECOPRES avec un montant de :	2.159.400 FCFA/TTC

Après examen technique, seule l'offre de GIE BALLY a été jugée conforme et retenue.

Les offres des autres candidats ETS F. HACHEM et ECOPRES ont été jugées non conformes. L'attribution provisoire a été publiée au journal « le Soleil » du 26/04/2011 et a été notifiée au candidat retenu le 10/05/2011.

b) APPEL D'OFFRES relatif à la Fourniture de « produits pesticides (lot 2) »

A l'ouverture des plis, **deux (02) offres ont été reçues** des candidats suivants :

- **lot n° 2 : produits pesticides**

1/ GIE BALLY avec un montant de :	5.071.557 FCFA/TTC
2/ ETS F. HACHEM avec un montant de :	4.636.220 FCFA/TTC

Après examen technique, seule l'offre d'ETS F. HACHEM a été jugée conforme et retenue.

L'offre du candidat GIE BALLY a été jugée non conforme. L'attribution provisoire a été publiée au journal « le Soleil » du 26/04/2011 et a été notifiée au candidat retenu le 10/05/2011.

c) APPEL D'OFFRES relatif à la Fourniture de « Gaz médical »

A l'ouverture des plis, **deux (02) offres ont été reçues** des candidats suivants :

1/ AIR LIQUIDE SEGOA avec un montant de : 19.800.000 FCFA/HT

2/ SAHEL GAZ avec un montant de : 16.200.000 FCFA/HT

Après examen technique, AIR LIQUIDE SEGOA n'a pas fourni son attestation de capacité financière, son offre a été jugée non conforme.

SAHEL GAZ ayant présenté l'offre conforme évaluée mois disante, est déclaré attributaire du marché.

L'attribution provisoire a été publiée au journal « le Soleil » du 26/04/2011 et a été notifiée au candidat retenu le 10/05/2011.

Toutefois, il a été noté quelques contradictions sur les montants, à savoir :

. Le montant publié sur l'avis d'attribution provisoire (**13.770.000 F CFA**) n'est pas conforme au montant de l'offre de SAHEL GAZ lu publiquement à l'ouverture des plis (**16.200.000 F CFA HT**).

. Les deux montants ci-dessus sont totalement différents (**vers la hausse, sans explications !**) du montant recommandé pour l'attribution du marché soit : **19.116.000 F CFA /TTC** (même si, apparemment, il s'agirait du rajout de la TVA de 18%).

En finalité, une lettre n°07028 a été adressée au soumissionnaire AIR LIQUIDE l'informant que sa candidature n'a pas été retenue. Aucun recours n'a été enregistré.

d) APPEL D'OFFRES relatif au : Nettoyement général, Entretien hygiénique, Travaux de manutention, Gardiennage et surveillance (lot 2 « Gardiennage et surveillance »)

A l'ouverture des plis, **deux (02) offres ont été reçues** des candidats suivants :

- **lot n° 2 : GARDIENNAGE ET SURVEILLANCE**

1/ SGSN avec un montant de : 115.850 FCFA par Mois et par Agent

2/ ROYAL SECURITE avec un montant de : 13.500.000 FCFA par an

Après examen technique, seule la candidature de ROYAL SECURITE a été jugée conforme et retenue.

L'offre du candidat SGSN a été jugée non conforme. L'attribution provisoire a été publiée au journal « le Soleil » du 26/04/2011 et a été notifiée au candidat retenu le 10/05/2011.

e) APPEL D'OFFRES relatif au Nettoyement général, Entretien hygiénique, Travaux de manutention et Gardiennage et surveillance (lot n°1 : nettoyage général, entretien hygiénique et travaux de manutention)

A l'ouverture des plis, **trois (03) offres ont été reçues** des candidats suivants :

- **lot n°1 : nettoyage général, entretien hygiénique et travaux de manutention**

1/ SGSN avec un montant de : 2.902.800 FCFA/TTC par mois

2/ ETS KHADY NDIAYE avec un montant de : 2.916.658 FCFA/TTC par mois

3/ GIE FOUTA TORO avec un montant de : 2.159.400 FCFA/TTC par mois

Après examen technique, seule la candidature de GIE FOUTA TORO a été jugée conforme et retenue.

L'attribution provisoire a été publiée au journal « le Soleil » du 26/04/2011. Le candidat SGSN a adressé un **recours comme suit** :

. **Lettre n° 051/SGSN** que la SGSN a adressée à Mme la Directrice de l'hôpital un recours en matière de passation du marché de nettoyage de l'hôpital de St Louis, le GIE FOUTA TORO a été retenu par la commission de dépouillement interne lors de sa séance d'ouverture des plis, sous réserve de fournir dans les 15 jours, l'arrêté d'agrément délivré par le Ministère de la Santé publique l'autorisant à exercer des travaux de nettoyage et d'entretien en hygiène domestique et publique pour compléter son dossier. N'étant pas en possession de cet arrêté, le GIE a déposé en lieu et place, une attestation de dépôt de demande d'autorisation d'effectuer des travaux de ce genre. Il en ressort que cette pièce ne peut, en aucune façon,

remplacer l'arrêté d'agrément du Ministère. Il a été aussi constaté la publication dans le soleil du 26/04/11 de l'avis d'attribution provisoire au GIE FOUTA TORO alors que la DCMP n'a pas émis son avis de non objection conformément à l'article 81 alinéa 2 du décret n°2007.545 du 25/04/2007 portant code des marchés publics.

. **Lettre n°0175/CHRLCMD/SL/SAF du 10/05/11** que l'hôpital a adressée à GIE FOUTA TORO, SGSN ET DCMP portant examen du recours introduit par la SGSN. Sur la base de ces observations, la commission remet en cause la proposition d'attribution provisoire du lot1 dudit marché, en faveur de GIE FOUTA TORO et décide conformément aux articles 35.3 et 37.1 de la section I du DAO portant instructions aux candidats, d'attribuer le marché à la SGSN qui a été le 2° moins disant et qui a produit l'arrêté d'agrément en bonne et due forme.

. **Lettre n°0197/MEF/DCMP/SRPSL du 25/05/11** que la DCMP a adressée à l'hôpital portant avis sur le recours relatif à l'attribution provisoire du marché. Ainsi, la DCMP demande de lui transmettre le dossier d'appel d'offres, le PV d'ouverture des plis, le rapport d'évaluation des offres ainsi que les offres des deux candidats accompagnées de toutes les pièces requises.

. **Lettre n° 0209/ CHRLCMD/SL/CM du 31/05/11** que la commission des marchés a adressée à la DCMP pour transmission de dossiers demandés.

. **Lettre n° 0237/MEF/DCMP/SRPSL du 03/06/11** que la DCMP a adressée à l'hôpital de KAOLACK pour une recommandation relative au recours portant sur l'attribution provisoire dudit marché.

Ainsi, la DCMP recommande de ne pas retenir l'offre de GIE FOUTA TORO au motif qu'il a complété les pièces administratives manquantes bien après l'expiration du délai qui lui avait été accordé à cet effet et d'attribuer le lot 1 objet du contentieux au candidat SGSN. L'attribution définitive a été publiée au journal « le Soleil » du 30/06/2011 et n'a pas été notifiée au candidat retenu.

Toutefois, il a été noté que le montant publié dans l'avis d'attribution n'est pas conforme à celle de l'offre de l'attributaire, **on y a mentionné le montant de : 25.912.800 FCFA au lieu de 34.833.600 FCFA** (qui correspond à : 2.902.800 FCFA/TTC par mois x 12 mois).

f) APPEL DOFFRES relatif à des Réactifs de laboratoire soit : lot 1 « disque d'antibiotiques », lot 2 « Sérologie », lot 3 « Biochimie », lot 5 « Hématologie », lot 6 « Milieu de culture et réactifs de bactériologie »

A l'ouverture des plis, **deux (02) offres ont été reçues** des candidats suivants :

- **Lot n° 1 : disque d'antibiotiques**

1/ Technologie services avec un montant de : 1.680.000 FCFA/HT

2/ DRP avec un montant de : 1.743.000 FCFA/ HT

- **Lot n° 2 : sérologie**

1/ Technologie services avec un montant de : 12.335.568 FCFA/HT

2/ DRP avec un montant de : 10.018.100 FCFA/HT

- **Lot n° 3 : biochimie**

1/ Technologie services avec un montant de : 4.840.700 FCFA/HT

2/ DRP avec un montant de : 5.302.000 FCFA/HT

- **Lot n° 5 : hématologie**

1/ Technologie services avec un montant de : 528.000 FCFA/HT

2/ DRP avec un montant de : 2.669.400 FCFA/HT

- **Lot n° 6 : milieu de culture et réactifs de bactériologie**

1/ Technologie services avec un montant de : 9.225.500 FCFA/HT

2/ DRP avec un montant de : 9.068.400 FCFA/HT

Après examen technique, la commission a décidé les attributions comme suit :

- **LOT 1 : Attributaire : TECHNOLOGIES SERVICES pour le Montant de : 1.680.000 F CFA/TTC**

- **LOT 2 :** La commission technique, a conclu que l'offre de DRP n'est pas conforme bien qu'étant la moins disante. Ainsi, la commission des marchés a fait l'attribution provisoire du marché à : **TECHNOLOGIES SERVICES pour un Montant de : 12.047.568 FCFA/TTC**
- **LOT 3 :** Attributaire : **TECHNOLOGIES SERVICES pour le Montant de : 4.840.700 FCFA/TTC**
- **LOT 5 :** Attributaire : **TECHNOLOGIES SERVICES pour le Montant (TTC) : 528.000 FCFA/TTC**
- **LOT 6 :** Attributaire : **TECHNOLOGIES SERVICES pour le Montant de : 8.877.500 F CFA/TTC**

Les attributions provisoires ont été publiées au journal « le Soleil » du 14 et 15/05/2011 et les notifications faites aux candidats retenus à la date du 16/06/2011. La lettre n°07040 a été adressée au soumissionnaire DUFFISION REPRESENTATION PROMOTIONS l'informant de la non retenue de ses offres pour les lots 1, 2, 3, 5B et 6. Aucun recours n'a été enregistré.

g) APPEL D'OFFRES relatif à Réactifs de laboratoire : lot 4 « tubes consommables» et lot 5 « hématologie »

A l'ouverture des plis, **deux (02) offres ont été reçues** des candidats suivants :

- **Lot 4 : tubes consommables**

1/ Technologie services avec un montant de : 18.255.957 FCFA/HT
2/ DRP (**DIFFUSION REPRESENTATION PROMOTIONS**) avec un montant de : 13.650.000 FCFA/HT

- **Lot 5 : hématologie**

1/ Technologie services avec un montant de : 528.000 FCFA/HT
2/ DRP avec un montant de : 2.669.400 FCFA/HT

Après examen technique, la commission a décidé de faire les attributions comme suit :

- **LOT 4 :** Attributaire : **DIFFUSION REPRESENTATION PROMOTIONS pour le Montant de : 13.650.000 FCFA**

- **LOT 5 : Attributaire : DIFFUSION REPRESENTATION PROMOTIONS pour le Montant de : 2.205.400 FCFA**

Les attributions provisoires ont été publiées au journal « le Soleil » du 14 et 15/05/2011 et les notifications aux candidats retenus le 16/06/2011.

Il est à noter que le montant du marché (**lot n°5**) attribué à DRP soit : **2.205.400 FCFA** est en baisse par rapport au montant de l'offre lue à l'ouverture des plis, soit : **2.669.400 FCFA/HT**. Cela semble provenir des valeurs HTVA ou TTC, sans explications dans l'évaluation.

Toutefois, une lettre n°07041 a été adressée au soumissionnaire TECHNOLOGIE SERVICE l'informant de la non retenue de ses offres concernant les lots 4 et 5A. Aucun recours n'a été enregistré.

h) APPEL D'OFFRES relatif à LOT 1 : MATERIELS ET FOUNTURES DE BUREAU, LOT 2 : CONSOMMABLES

INFORMATIQUES

A l'ouverture des plis, **cinq (05) offres ont été reçues** des candidats suivants :

- **Pour le lot 1 : MATERIELS ET FOUNTURES DE BUREAU**

- | | |
|--|---------------------|
| 1/ GIE BALLY avec un montant de : | 11.074.064 FCFA/TTC |
| 2/ IMPRIMERIE PAPETERIE DU FLEUVE avec un montant de : | 20.609.290FCFA/TTC |
| 3/ ETS F HACHEN avec un montant de : | 10.195.790 FCFA/TTC |
| 4/ ECOPRES avec un montant de : | 11.067.680 FCFA/TTC |
| 5/ BUROTIC DIFFUSION avec un montant de : | 16.431.441 FCFA/TTC |

- **Pour le lot 2 : CONSOMMABLES INFORMATIQUES**

Six (6) offres ont été reçues

- | | |
|-----------------------------------|---------------------|
| 1/ GIE BALLY avec un montant de : | 10.978.083 FCFA/TTC |
|-----------------------------------|---------------------|

2/ IMPRIMERIE PAPETERIE DU FLEUVE avec un montant de :
14.873.310 FCFA/TTC

3/ ETS F HACHEN avec un montant de : 10.385.180 FCFA/TTC

4/ ECOPRES avec un montant de : 12.277.876 FCFA/TTC

5/ BUROTIC DIFFUSION avec un montant de : 20.362.742 F CFA/TTC

6/ MBODJ SYSTEM avec un montant de : 10.916.460 FCFA/TTC

Après examen technique, seule l'offre d'ETS F HACHEN a été jugée conforme et retenue.

Les offres des autres candidats ont été jugées non conformes. Les attributions provisoires ont été publiées au journal « le Soleil » du 14 et 15/05/2011 et les notifications aux candidats retenus le 10/05/2011. Une **lettre N° 07027 CHRLCMD/SL/C M DU 26 AVRIL 2011 a été adressée aux candidats non retenus.** Aucun recours n'a été enregistré.

i) APPEL D'OFFRES relatif au LOT 3 : OUTILS DE GESTION

A l'ouverture des plis, **trois (03) offres ont été reçues** des candidats suivants :

1/ AVITECH IMPRESSIONS avec un montant de : 17.363.650 FCFA/TTC

2/ IPF avec un montant de : 14.607.810 FCFA/TTC

3/ ETS F HACHEM avec un montant de : 11.097.500 FCFA/TTC

Après examen technique, seule la candidature de **ETS F HACHEM** a été jugée conforme et retenue.

Les offres des autres candidats ont été jugées non conformes. Les attributions provisoires ont été publiées au journal « le Soleil » du 14 et 15/05/2011 et les notifications aux candidats retenus le 20/10/2011. Aucun recours n'a été enregistré de la part des candidats non retenus.

j) APPEL D'OFFRES relatif à la FOUNTURE D'URGENCE, D'ANESTHESIE ET DE REANIMATION : (lot 1) ET DE PRODUITS DENTAIRE : lot (3)

A l'ouverture des plis, **deux (02) offres ont été reçues** des candidats suivants :

Pour le lot 1 : Fourniture d'urgence, d'anesthésie et de réanimation

1/ AVALON PHARMA avec un montant de : 7.145.000 FCFA/TTC

2/ DELTA MEDICAL avec un montant de : 13.559.380 FCFA/TTC

Pour le lot 3 : Produits dentaires

1 seule offre a été reçue :

1/ DELTA MEDICAL avec un montant de : 5.444.756 FCFA/TTC

Après examen technique, seule la candidature de DELTA MEDICAL a été jugée conforme et retenue pour les deux (02) lots ci-dessus.

Les offres des autres candidats ont été jugées non conformes. Quelques incohérences ont été relevées dans l'avis d'attribution provisoire, à savoir :

. Le marché est subdivisé en trois(03) lots et qu'il y'aurait un lot n°4 (Petits matériels médico-chirurgicaux) en plus des 02 lots cités ci-dessus.

. Le lot n°4 évoqué ci-dessus serait attribué au candidat DIAKHANOR.

Un Recours gracieux a été enregistré de la part du candidat AVALON PHARMA, comme suit :

. **Lettre du 16 mai 2011** ayant pour objet un recours gracieux sur l'attribution provisoire de l'appel d'offre/AO/01/2011/F/CHRSI, relatif au marché de fourniture de médicaments et de produits pharmaceutiques (**lot 1**), par lequel **AVALON PHARMA** fait savoir que l'attributaire n'est pas le moins disant sur le lot 1 en évoquant les articles 59 et 70 du code des marchés publics.

. **Lettre n°0211 du 31 mai 2011** ayant pour objet la réponse que le Centre Hospitalier Régional de Saint-Louis a faite suite au recours gracieux d'AVALON PHARMA pour lui faire savoir ce qui suit :

1/ Pour répondre aux exigences de conformité des produits pharmaceutiques fournis à la demande des praticiens, des comités techniques ont été constitués pour chaque marché, afin de donner un avis technique à la commission des marchés.

La commission des marchés s'est basée sur ces avis techniques pour faire des propositions d'attribution provisoire.

2/ Le lot 1 est constitué de 41 articles parmi lesquels DELTA MEDICAL a proposé 21 articles tandis qu'AVALON PHARMA en a proposé que 16.

3/ L'offre d'AVALON PHARMA s'est avérée non exhaustive, sur les prix unitaires des 12 articles proposés simultanément par deux soumissionnaires.

4/ Il ressort, en outre, que DELTA MEDICAL est moins disant et qu'il a proposé plus d'articles qu'AVALON PHARMA.

5/ En somme, au regard de la sensibilité du secteur de la santé et des risques liés à la pratique des soins, la commission des marchés ne pouvait pas ignorer l'avis des utilisateurs sur les consommables qui sont mis à leur disposition.

6/ De telles propositions d'attribution ont été faites en vue d'éviter qu'un incident malheureux puisse survenir du fait de l'utilisation d'un quelconque produit pharmaceutique, et que la responsabilité totale en soit imputée à l'hôpital.

Les attributions provisoires ont été publiées au journal « le Soleil » du 14 et 15/05/2011 et les notifications aux candidats retenus n'ont pas été fournies. Une lettre a été adressée au candidat non retenu sous le numéro 07039 du 19/05/2011.

k) APPEL D'OFFRES relatif à la Fourniture d'Implants Ophtalmologiques (Lot 2) et de Consommables de Bloc Opératoire (Lot 5)

lot 2 : Fourniture d'Implants Ophtalmologiques

A l'ouverture des plis, **deux (02) offres ont été reçues** des candidats suivants :

- | | |
|---|--------------------|
| 1/ AVALON PHARMA avec un montant de : | 1.040.000 FCFA/TTC |
| 2/ ESE AMADOU DAFF avec un montant de : | 3.000.000 FCFA/TTC |

Dans le dossier d'appel d'offres il a été stipulé qu'au besoin, la commission des marchés pourrait solliciter auprès des fournisseurs, le dépôt d'échantillons afin d'évaluer la conformité des offres aux spécifications techniques, mais aussi de vérifier la qualité des produits proposés. C'est ainsi que les échantillons ont été soumis à l'appréciation du comité technique qui a recommandé le choix des produits présentés par l'entreprise AMADOU DAFF soumissionnaire classé deuxième moins disant. La commission des marchés a pris en compte l'avis du chirurgien ophtalmologue qui a certifié avoir choisi les implants de chambre postérieure I.C.P. de 21g de CORNEAL (cf/ rapport de l'ophtalmologue utilisateur du produit). Se basant sur cette recommandation du comité technique, la commission des marchés a rejeté l'offre de AVALON PHARMA(classé 1^{er} moins-disant) pour attribuer provisoirement le marché au soumissionnaire classé deuxième moins disant, à savoir : ESE AMADOU DAFF . AVALON PHARMA a introduit un recours gracieux mais en a été débouté pour les raisons évoquées ci-dessus.

lot 5 : CONSOMMABLES DE BLOC OPERATOIRE

A l'ouverture des plis, **quatre (04) offres ont été reçues** des candidats suivants :

- | | |
|---|---------------------|
| 1/ AVALON PHARMA avec un montant de : | 10.464.000 FCFA/TTC |
| 2/ ESE AMADOU DAFF avec un montant de : | 17.004.600 FCFA/TTC |
| 3/ DELTA MEDICAL avec un montant de : | 14.334.876 FCFA/TTC |
| 4/ DIAHANOR avec un montant de : | 21.936.200 FCFA/TTC |

Après examen technique, seule la candidature d'**ESE AMADOU DAFF** a été jugée conforme et retenue.

Les offres des autres candidats ont été jugées non conformes. Les attributions provisoires ont été publiées au journal « le Soleil » du 14 et 15/05/2011 et les informations aux candidats non retenus n'ont pas été faites.

Pour les besoins de l'évaluation des offres, les quatre (04) candidats ont soumis, des échantillons, à l'appréciation du comité technique qui, à travers le chirurgien chef de bloc

opératoire, certifie avoir toute confiance dans les fils de suture proposés par **ESE AMADOU DAFF de type BERSORB et PETERS** (cf/ rapport du chirurgien chef). C'est à ce titre, que la commission des marchés n'a pas retenu l'offre de AVALON PHARMA (**moins disant**) et a proposé l'attribution provisoire du marché à **ENTREPRISE AMADOU DAFF**. AVALON PHARMA a introduit un recours gracieux mais en a été débouté pour les raisons évoquées ci-dessus.

l) APPEL D'OFFRES relatif au LOT 1 : FOURNITURES DE DENREES ALIMENTAIRES STOCKABLES

A l'ouverture des plis, **une seule (01) offre a été reçue:**

1/ ETS NDIAYE ET FRERES avec un montant de : 44.182.750 FCFA/TTC

Après examen technique, la seule candidature d'ETS NDIAYE ET FRERES a été jugée conforme et retenue.

L'attribution provisoire a été publiée au journal « le Soleil » du 14 et 15/05/2011 et a été notifiée au candidat retenu le 19/08/11.

m) APPEL D'OFFRES relatif au LOT 3 : FOURNITURE DE PRODUITS DE RESTAURATION : POULETS DE CHAIR

A l'ouverture des plis, **deux (02) offres ont été reçues:**

1/ GIE LE CAYOR avec un montant de : 7.800.000 FCFA/TTC

2/ GIE PROJET SALAMATOU avec un montant de : 8.000.000 FCFA/TTC

Après examen technique, seule la candidature de GIE LE CAYOR a été jugée conforme et retenue.

L'attribution provisoire a été publiée au journal « le Soleil » du 14 et 15/05/2011 et a été notifiée au candidat retenu le 19/09/11.

n) APPEL D'OFFRES relatif au LOT 4 : FOURNITURE DE PRODUITS DE RESTAURATION : POISSON FRAIS

A l'ouverture des plis, **une seule offre a été reçue:**

1/ NAFISSATOU DIEYE avec un montant de : 20.000.000 FCFA/TTC

Après examen technique, la seule candidature de NAFISSATOU DIEYE a été jugée conforme et retenue.

L'attribution provisoire a été publiée au journal « le Soleil » du 14 et 15/05/2011.

O) DRP FOURNITURE DE MATERIELS D'ATELIER ET DE MAINTENANCE

Les candidats ont été saisis par les lettres d'invitation ci-après : **n°0158/ à n° 0173/CHRLCMD/SL/CM. Il s'agit de :**

- 1/ FALLOU LEYE ETS TOUBA QUINCAILLERIE
- 2/ BALLA GUEYE DE TOUT POUR LE FROID ET DIVERS
- 3/ QUINCAILLERIE NOUVELLE
- 4/ QUINCAILLERIE TOUBA NDIENE
- 5/ QUINCAILLERIE EL HADJI MBAYE DIOP
- 6/ MADIENE GUEYE DE PIKINE MATERIAUX SARL
- 7/ QUINCAILLERIE NDAR MATERIAUX
- 8/ QUINCAILLERIE KEUR SERIGUE TOUBA
- 9/ QUINCAILLERIE MAME ALPHA NDIAYE
- 10/ QUINCAILLERIE ESCQLE
- 11/ NDIAYE SILEYE DE SEIGNEURIE
- 12/ TOUBA QUINCAILLERIE
- 13/ QUINCAILLERIE SOR DAGA
- 14/ QUINCAILLERIE FALL GASEAU
- 15/ ASSANE MAIGA DE MRP
- 16/ TOMA GOMIS DE FROID

Seuls deux (02) candidats : 1/ FALLOU LEYE ETS TOUBA QUINCAILLERIE et 2/ ENTREPRISE DE FROID ET COURTAGE COMMERCIAL ont répondu.

Après examen technique, seule la candidature de FALLOU LEYE ETS TOUBA QUINCAILLERIE a été jugée conforme et retenue.

Les offres des autres candidats ont été jugées non conformes. Ceci paraît assez faible par rapport au nombre élevé de candidats consultés (soit :16). Les informations relatives à l'attribution provisoire n'ont pas été fournies dans le dossier d'audit.

p) DRP MATERIELS INFORMATIQUES

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation N° 7053/CHRLCMD/SL/CM 7054/CHRLCMD/SL/CM, 7055/CHRLCMD/SL/CM, 7056/CHRLCMD/SL/CM, 7060/CHRLCMD/SL/CM en date du 23/06/11 et s'adressent aux fournisseurs consultés sont :

- 1/ MIWIS
- 2/ OFFICE CHOICE
- 3/ PROVI SERVICES
- 4/ OFFICE CHOISE
- 5/ KEYSO INFORMATIQUE
- 6/ SIS TECH

Trois (03) offres ont été reçues :

1/ MIWIS :	1.567.500 FCFA
2/ OFFICE CHOICE:	1.450.000 FCFA
3/ PROVI SERVICES :	1.602.325 FCFA

Après examen technique, l'offre de **OFFICE CHOICE a été jugée** non conforme aux spécifications techniques [offres de référence : **E5700 au lieu de E5800 et 19 pouces au lieu de 20 pouces**] . Ainsi, la commission des marchés a porté la comparaison sur les offres des soumissionnaires : PROVI SERVICES et MIWIS qui sont en conformité technique avec les spécifications du dossier de consultation.

Finalement, la commission des marchés a attribué ledit marché à **MIWIS qui a proposé l'offre qualifiée, évaluée la moins disante.**

Les offres des autres candidats ont été jugées non conformes. Les informations de l'attribution provisoire n'ont pas été fournies dans le dossier.

Q) DRP TRAVAUX INSTALLATION ELECTRICITE ET D'AMENER DE CABLE DE PUISSANCE POUR ALIMENTER LA CENTRALE D'OXYGENE

Les candidats ont été saisis par les lettres d'invitation n°07063 à 07068/CHRLCMD/SL/CM en date du 06/07/2011, à savoir :

- 1) SOCIETE SENEGALAISE DES ETABLISSEMENTS AFÇO
- 2) ENTREPRISE SENEGALAISE DE TECHNIQUE
- 3) CARREFOUR MEDICAL
- 4) MUSE SARL
- 5) SONERCO

L'ouverture des offres a donné les résultats ci-après :

- | | |
|--|-----------------|
| 1/ SOCIETE SENEGALAISE DES ETABLISSEMENTS AFÇO : | 23.600.000 FCFA |
| 2/ ENTREPRISE SENEGALAISE DE TECHNIQUE : | 17.051.000 FCFA |
| 3/ CARREFOUR MEDICAL : | 15.727.040 FCFA |
| 4/ MUSE SARL : | 19.851.140 FCFA |
| 5/ SONERCO : | 16.489.910 FCFA |

Après examen technique, seule la candidature de CARREFOUR MEDICAL a été jugée conforme et retenue.

Les offres des autres candidats ont été jugées non conformes. L'attribution provisoire n'a pas été fournie dans le dossier.

R) ENTENTE DIRECTE pour Acquisition de réactifs « roches Professional diagnostics : chimie clinique et immunologie » et « roches moléculaires diagnostics »

Lettre n° 7052/CHRLCMD/SL/CM du 20/06/11 de l'Hôpital de SAINT LOUIS adressée au Chef de Service Régional de contrôle des marchés publics portant **demande d'autorisation de conclure, par entente directe**, avec la société **TBS HEALTH & CONSULTING** pour un montant de **19.192.384 FCFA/HT**.

4.2.1.3- Commentaires spécifiques

De nombreux recours gracieux ont été enregistrés dans les marchés par A.O du fait du rejet de certaines offres jugées non qualifiées par les comités techniques, bien que moins disantes à l'ouverture des plis. Les décisions d'attribution prises par la Commission des Marchés ne se justifie que si les caractéristiques des médicaments et produits, objet du marché, sont expressément indiquées dans le dossier de consultation comme étant des critères de qualification.

4.2.2- AVIS D'APPELS D'OFFRES (A.A.O)

4.2.2.1- Rappels succincts

Les A.A.O doivent être en stricte conformité avec les règles applicables aux publicités et aux communications visées à **l'article 56 du code** et leur élaboration doit être conforme aux termes de **l'article 66 dudit code** (selon les modèles-types spécifiés par l'ARMP.)

4.2.2.2- Constats spécifiques

RAS

4.2.2.3- Commentaires spécifiques

RAS

4.2.3- RECEPTION ET OUVERTURE DES PLIS

4.2.3.1- Rappels succincts

La présentation des offres et l'ouverture des plis sont des procédures strictement assujetties à des règles communes édictées respectivement aux articles 61 et 62, d'une part et d'autre part à l'article 67 du code.

4.2.3.2- Constats spécifiques

Les DRP font l'objet de lettres d'invitation adressées à de nombreux candidats en bonne et due forme; mais il a été constaté de faibles candidatures (parfois 02 seulement sur plus d'une dizaine). Par ailleurs, les accusés de réception des lettres d'invitation ne sont pas versés dans le dossier d'audit.

Il s'y ajoute que de nombreux recours ont été enregistrés de la part de candidats moins disants à l'ouverture des plis et non retenus à l'attribution provisoire.

4.2.3.3- Commentaires spécifiques

L'inexistence des accusés de réception des lettres d'invitation aux candidats sollicités dans les DRP ainsi que le faible niveau de participation des candidats consultés, laisse augurer des défauts de transparence et des soupçons d'impartialité qui font bouter certains candidats.

Le fait constaté que des offres moins disantes à l'ouverture des plis, soient rejetées finalement à l'attribution et à plusieurs reprises (malgré les recours formulés !) , peut être une cause de démotivation à la participation aux diverses consultations lancées.

4.2.4- EVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DES MARCHES

4.2.4.1- Rappels succincts

La commission des marchés est seule compétente à vérifier la recevabilité des offres en application **des articles 43 et 44 du code**, et à procéder à un examen préliminaire, à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres conformément aux articles 68 à 70 du code. A cette fin, des critères d'évaluation des offres doivent être énumérés de façon déterminante, conformément à **l'article 59 du code**.

4.2.4.2- Constats spécifiques relatifs à l'évaluation

De nombreux recours ont été constatés, à l'issue des évaluations de DRP du fait de l'attribution proposée à des soumissionnaires qui ne sont pas toujours jugées moins disants.

4.2.4.3- Commentaires spécifiques relatifs à l'évaluation

L'évaluation des offres, notamment en ce qui concerne les DRP, a souvent, abouti au rejet d'offres moins disantes à l'ouverture des plis. Les motifs évoqués sont que les dites offres ne remplissent pas les conditions essentielles de qualification requises. Ceci n'est valable que dans le cas où ces conditions sont érigées en critères de qualification des candidats et expressément indiqués dans les dossiers de consultation.

4.2.4.4- Constats spécifiques relatifs à l'attribution

Les attributions ayant fait l'objet de recours parfois gracieux, n'ont généralement pas d'aboutissement heureux par les soumissionnaires non retenus.

4.2.4.5- Commentaires spécifiques relatifs à l'attribution

Les arguments servis par l'Hôpital de Saint Louis à l'endroit des soumissionnaires non retenus et qui font des recours, sont essentiellement basés sur le non respect des caractéristiques de qualification découlant des références non conformes des produits proposés par les candidats non retenus. Ce qui est justifié à condition que ces caractéristiques soient mentionnées comme critères de qualification et expressément indiquées dans le dossier de consultation.

4.2.5- CAS PARTICULIERS DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE

4.2.5.1- Rappels succincts

Le recours à la procédure de passation des marchés par entente directe, est strictement assujéti aux termes **des articles 76 et 77 du code**, notamment en ce qui concerne les aspects liés aux avis et autorisations préalables relevant de la DCMP (droit d'exclusivité, secret-défense nationale, sécurité-protection et sûreté de l'Etat, marché complémentaire, accords internationaux de maintien de la paix, mesures de mobilisation générale et de mise en garde, urgence impérieuse).

4.2.5.2- Constats spécifiques

Un seul marché a été passé par Entente Directe en faveur de TBS HEALTH & CONSULTING pour un montant de 19.192.384 FCFA/HT, représentant environ 09% en nombre et 06% en valeur de la totalité des marchés passés en 2011.

Toutefois, L'Hôpital a demandé, conformément au code, l'autorisation préalable de la DCMP, mais la réponse de cette dernière n'est pas versée dans le dossier.

4.2.5.3- Commentaires spécifiques

Le marché passé par Entente Directe en 2011, et évoqué ci-dessus, semble l'être sous le motif de l'exclusivité. En tout état de cause, il doit faire l'objet d'une autorisation préalablement écrite de la DCMP sous peine d'irrégularité conformément au code.

4.2.6- DELAIS DE PASSATION DES MARCHES

4.2.6.1- Rappels succincts de la réglementation

Si on se réfère au code notamment en ses articles ci-après, portant sur les délais globaux de passation, à savoir :

. **ARTICLES 63.2 et 63.3** (45Jours pour A.O internationaux et A.O en 02étapes)

. **ARTICLE 70** (15 Jours à 25 Jours sur demande motivée de l'A.C pour évaluation et comparaison des offres)

. **ARTICLE 82** (15 Jours : M.I, 30 Jours : DP, 15 Jours pour évaluation des marchés de Prestations Intellectuelles)

. **ARTICLES 83 à 91** (attribution, publicité, délai de recours pour un délai pouvant aller de 03 à 10 Jours)

Il est possible de **retenir un chemin critique de longueur estimée à 80 Jours environ** pour la durée globale de la procédure de passation (de l'avis d'appel d'offres à l'attribution)

4.2.6.2- Constats spécifiques concernant les délais de passation

4.3- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE

4.3.1- Analyse de la consistance des travaux d'audit financier

4.3.1.1-Concernant les engagements

Le Chef de Service Administratif et Financier transmet le bon de commande au titulaire du marché, selon le cas, en s'assurant que le titulaire remplit toutes les conditions exigées par la réglementation notamment en termes de garanties contractuelles.

4.3.1.2- Concernant le contrôle et la certification du Service fait

Le fournisseur envoie le bon de livraison à la commission de réception qui transmet les factures en quatre (04) exemplaires au secrétariat de Direction.

4.3.1.3- Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses

Le Directeur impute la facture au Chef de Service Administratif et Financier qui, à son tour, l'impute au comptable matière qui établit le Procès-verbal de réception en renseignant ses livres journaux. La facture est ainsi transmise à l'économe pour liquidation et établissement du mandat de paiement par le visa du contrôleur de gestion. Le Directeur procède à l'ordonnancement de la facture et transmet la liasse à l'agent comptable pour prise en charge comptable et paiement.

4.3.1.4- Limites identifiées de l'audit d'exécution financière

SANS OBJET

4.3.2- Constats sur l'audit de l'exécution financière

4.3.2.1- Concernant la production et la gestion des garanties contractuelles

RAS

4.3.2.2- Concernant les procédures d'engagement, de liquidation et de mandatement des dépenses

RAS

4.3.2.3- Concernant les modalités de réception et de paiements des prestations contractuelles

RAS

4.4- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

4.4.1- Concernant les travaux routiers

SANS OBJET

4.4.2- Concernant les constructions de bâtiments et autres travaux de génie civil

SANS OBJET

4.4.3- Concernant les travaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement

SANS OBJET

4.4.4- Concernant les travaux dans le secteur pétrolier et maritime

SANS OBJET

4.4.5- Concernant les fournitures diverses et les études

SANS OBJET

CHAPITRE V - RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

5.1- RECOMMANDATIONS GENERALES

5.1.1- Recommandations relatives au système d'archivage

RAS

5.1.2- Recommandations relatives aux rapports d'experts indépendants

RAS

5.1.3- Recommandations concernant les missions de contrôle a posteriori

RAS

5.2- RECOMMANDATIONS SPECIFIQUES

5.2.1- Concernant le fractionnement

RAS

5.2.2- Concernant la gestion du processus de passation des marchés

L'Hôpital de Saint de Louis devrait davantage renforcer sa stratégie de transparence, d'équité et d'impartialité notamment au niveau des DRP. Pour ce faire, systématiser l'obtention d'accusés de réception des lettres d'invitation aux candidats d'une part de même que la transmission de lettres d'informations aux candidats non retenus sous peine de nullité des procédures de passation, conformément au code.

5.2.3- Concernant la gestion et le contrôle des marchés par Entente Directe

Les marchés par Entente Directe, quelque soient leurs montants ou leurs motifs, doivent systématiquement, faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable de la part de l'Autorité Contractante, adressée à la DCMP.

Par ailleurs, les marchés doivent prévoir un article spécifique précisant que le titulaire accepte le contrôle des prix du marché a posteriori.

5.2.4- Concernant l'attribution des marchés

L'attribution des marchés, quelque soit le mode de passation doit respecter strictement les critères de qualification expressément indiqués dans le dossier de consultation. Les offres réputées moins disantes, ne doivent être rejetées que si elles se révèlent non qualifiées après analyse par le comité technique désigné à cet effet par la Commission des Marchés. En tout état de cause, les candidats non retenus doivent recevoir des lettres d'informations précisant les motifs de rejet, conformément au code sous peine de nullité de la procédure surtout en cas de recours auprès du CRD.